

École des hautes études commerciales de Paris (HEC)/Communication " Les défis de la révolution numérique en Afrique "

MSM

Libreville/Gabon

LE Bureau Afrique de l'École des hautes études commerciales de Paris (HEC Paris) a organisé, le 6 mai dernier, à Libreville, un master class qui avait un double objectif sur le thème : "Les défis de la révolution numérique en Afrique".

Il s'agissait de partager un cours sur la transformation digitale en Afrique et de présenter le programme de HEC Paris pour la zone Afrique de l'ouest et centrale. « Aujourd'hui, nous sommes dans une grande révolution digitale qui est très silencieuse, mais qui va tout bouleverser : nos habitudes dans la gestion des hommes, des organisations, les objets, l'éducation de nos



Pr François Cazals, lors de sa présentation...

enfants et la façon dont nous gérons les sociétés. Il faudrait prendre conscience de cela et commencer par comprendre qu'il est important non seulement de se former, mais également de se mettre à niveau régulièrement sur toutes cette nouvelle philosophie

concernant le digital, et d'être capable de pouvoir anticiper des solutions qui sont profitables pour les organisations », a expliqué Alexis John Ahyee, directeur du bureau HEC Paris en Afrique de l'ouest et centrale.

Tout au long de son exposé,



...devant une assistance composée d'étudiants et de spécialistes du business.

le Pr François Cazals, spécialiste de la stratégie et des technologies numériques, a présenté comment les technologies numériques changent le monde et offrent des opportunités de développement en Afrique. « Les technologies pour l'Afrique

vont permettre d'accélérer l'industrialisation, la création de nouveaux services. C'est le développement économique. Il y a un deuxième axe qui est essentiel, c'est la formation en technologie, on a accès à toutes les formations du monde sur internet.

Comme l'Afrique et la sous-région sont assez fortement équipées par les smartphones, on peut se dire que c'est une opportunité peut-être pour tous les individus d'acquérir des formations qui sont, pas forcément, proposées par le système éducatif traditionnel », a indiqué Professeur François Cazals.

Créée en 1881, HEC Paris est une école de commerce qui assure la formation des jeunes, des dirigeants et des cadres. Son programme est reconnu dans le monde, notamment pour être une école qui dispose d'un volume important d'anciens qui sont très actifs. Aujourd'hui, HEC Paris se déplace vers les Gabonais avec plusieurs programmes dont le prochain aura lieu en juillet à Libreville sur la stratégie et la révolution digitales.

Société d'incubation numérique du Gabon/Entretien avec le directeur général...Yannick Ebibie : "Le Gabon est l'un des 6 pays les plus connectés en Afrique"

Propos recueillis par Willy NDONG

Libreville/Gabon

L'union : Le cabinet Deloitte a organisé vendredi dernier une rencontre consacrée aux tendances numériques pour l'année 2019. Que retenir de ces travaux ?

Yannick EBIBIE: Toutes les entreprises au Gabon, grandes ou petites, vont être impactées par le numérique. Chaque responsable d'administration, chaque entrepreneur doit prendre conscience de cet enjeu et s'assurer qu'il est en phase, dès aujourd'hui, avec ces changements. Deloitte et la SING SA ont souhaité édifier l'écosystème local sur les grandes tendances mondiales du secteur des télécoms, des médias et communication, qui vont impacter notre quotidien de professionnel ou de particulier...

...et encore

- Avec le développement de la 5G, chaque spectateur pourra revoir le détail d'une action au ralenti et sous différents angles d'un match de football au stade de l'Amitié par exemple. La radio devrait refaire son grand retour dans les foyers gabonais, avec des nouveaux formats et supports plus adaptés aux habitudes des millénials. De même, les objets connectés permettront aux conducteurs d'avoir des cartes uniques faisant office de carte grise qui vous prévient à temps de renouveler votre police d'assurance. Imaginez des caisses connectées de commerçants qui communiqueraient directement avec le service des impôts et de la mairie par exemple. Une autre tendance importante est l'arrivée de la Chine dans le numérique. Nous le voyons dans la téléphonie mobile au Gabon ou dans la construction des fibres optiques. Bien sûr, l'intelligence artificielle qui permettra à des agronomes virtuels de conseiller des agriculteurs 24/24 dans les plantations de bananes, et des agents virtuels qui traiteront les dossiers d'intégration à la Fonction publique et détecteront, par des algorithmes, les fonctionnaires fictifs. 2019 est donc une année charnière pour le développement des nouvelles technologies de l'information et du numérique.

Comment votre entreprise compte-t-elle tirer profit de toutes ces innovations ?

- La question est pertinente car, nous pouvons nous demander si le pays est prêt pour un tel bond. Les populations sont-elles prêtes ? L'administration et les entreprises sont-elles équipées pour l'innovation ? N'avons-nous pas de besoins plus basiques ? La vocation de la SING est de démystifier l'innovation et d'aider les entreprises et les administrations à ne pas commettre d'erreurs coûteuses lorsqu'elles se lancent dans la numérisation de leurs activités. Nous vous aidons à éviter les copier-coller qui seraient coûteux et inadaptés aux besoins et aux capacités



Yannick Ebibie, DG de la Société d'incubation numérique du Gabon.

de vos équipes ou de vos clients.

De manière concrète, que propose la SING dans le domaine qui est le vôtre ?

- La SING SA, en tant que société privée et tiers-lieu de l'innovation au Gabon propose aux entreprises et aux administrations de préparer leur personnel et leurs outils de production à ces changements. Nous proposons des journées d'immersion et de perfectionnement au numérique adaptées à tous les secteurs d'activité. La SING est le lieu où vos équipes vont convertir leurs idées en projets numériques structurés et surtout rentables. En 6 mois, nous avons formé plus de 450 personnes à Libreville et à Port-Gentil, et plus de 50% sont des femmes. 13 start-up représentant un potentiel de chiffre d'affaires de 1,2 milliard de francs sont actuellement en train de tester leurs produits numériques aux réalités du marché, avant d'être commercialisés. Nous accompagnons les comités de direction en deux ou trois journées, à mener une réflexion de fond sur les moyens de gagner davantage de parts de marché grâce aux numériques, et d'insuffler une dynamique de renouvellement au sein des équipes opérationnelles. Bref, si vous souhaitez numériser vos activités, améliorer votre relation client, atteindre de nouvelles cibles avec de nouveaux produits ou même si vous ne savez pas par où commencer, nous vous préparons et vous aidons ensuite dans la mise en œuvre de vos politiques d'innovation.

Comment les pouvoirs publics peuvent-ils justement profiter de ces innovations pour booster le secteur ?

- D'abord, il faut reconnaître que les pouvoirs publics, dans le cadre du projet e-Gabon et de la politique du Gabon numérique, porté par le ministère de l'Économie numérique et l'ANINF (Agence nationale des infrastructures numériques et des fréquences, ndlr), ont permis la réalisation de nombreux travaux d'infrastructures numériques qui font du Gabon l'un des six pays les plus connectés en Afrique. C'est aussi grâce au gouvernement, avec l'appui de la Banque mondiale, que notre incubateur numérique peut financer l'amorçage et la structuration de start-up à fort potentiel de croissance, tout en leur offrant un espace de créativité unique aux normes internationales au cœur de l'Afrique. En 10 ans, le pouvoir public a posé les bases de ce qui devrait désormais permettre aux intelligences gabonaises de déployer la nouvelle économie, la nation start-up sous l'équateur. Et il y a encore tant de choses à faire pour booster le secteur et l'économie nationale. Pourquoi ne pas réduire les convois d'argent coûteux et risqués et régler les petites retraites grâce aux solutions de e-Money ? Une start-up incubée actuellement à la SING permettrait à la CNS (Caisse nationale de sécurité sociale, ndlr), par exemple, d'économiser jusqu'à un demi-milliard de francs en automatisant par un clic le paiement de retraites pour les retraités vivant en zone faiblement bancarisée. Pourquoi ne pas mettre en place une plate-forme numérique nationale de traçabilité du bois à partir de puce RFP labellisée ? Celle-ci permettrait de tracer, à partir d'un téléphone, tous les bois interdits à l'exportation ainsi que les conteneurs confisqués. Pourquoi ne pas élaborer, grâce aux technologies de civocratie (technologie collaborative), un texte qui favorise le développement des start-up dans le numérique ? Pourquoi ne pas améliorer les conditions d'apprentissage dans des établissements, comme IAI (Institut africain d'informatique, ndlr), grâce aux nouvelles plates formes d'éducation à distance ? En fait, au-delà du secteur et des questions soulevées, la politique économique tout entière pourrait tirer avantage de ces innovations si nous réalisons une stratégie nationale de l'économie numérique. Une stratégie qui définirait, dans chaque secteur prioritaire du Plan de relance, le portefeuille d'innovation numérique permettant de créer davantage d'emplois, d'améliorer la productivité ou de servir de nouveaux segments de population ou de marché. Cette politique, sur son pilier gouvernance, comme le souhaiterait d'ailleurs le ministre de la Communication et de l'Économie numérique, Guy Maixent Mamiaka, établirait les normes d'urbanisation et d'interopérabilité des systèmes de e-Gabon. Mais elle fixerait également la politique de formation à mettre en adéquation avec les ambitions de transformation digitale du pays dans les 10 prochaines années. Ce plan national devra permettre de tester les formes de financements participatifs pour les projets locaux et le financement global des start-up, de la recherche et des infrastructures du numérique.